

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2021/200015]

Résultat de la sélection comparative de Conseillers coordinateurs industrie de défense/project managers (m/f/x) (niveau A3), néerlandophones, pour le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. — Numéro de sélection : ANG20238

Ladite sélection a été clôturée le 24/12/2020.

La liste des lauréats, sans classement, est composée des candidats qui correspondent le mieux à la description de fonction et au profil de compétences. Cette liste est envoyée par la DG Recrutement et Développement au directeur général du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie qui prend la décision finale.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2021/200019]

Résultat de la sélection comparative d'IT Service Managers (m/f/x) (niveau A2), néerlandophones, pour le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. — Numéro de sélection : ANG20273

Ladite sélection a été clôturée le 03/12/2020.

La liste des lauréats, sans classement, est composée des candidats qui correspondent le mieux à la description de fonction et au profil de compétences. Cette liste est envoyée par la DG Recrutement et Développement au directeur général du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie qui prend la décision finale.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2020/205661]

Résultat de la sélection comparative de Médecins-Coordinateurs évaluation de l'impact du handicap (m/f/x) (niveau A3), néerlandophones, pour le SPF Sécurité sociale. — Numéro de sélection : ANG20289

Ladite sélection a été clôturée le 01/12/2020.

La liste des lauréats, sans classement, est composée des candidats qui correspondent le mieux à la description de fonction et au profil de compétences. Cette liste est envoyée par la DG Recrutement et Développement au directeur général du SPF Sécurité sociale qui prend la décision finale.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2021/20037]

22 DECEMBRE 2020. — Circulaire ministérielle n° 282
Huissiers de justice. — Vérification des états de frais

1. Introduction

La nouvelle loi sur les frais de justice en matière pénales prévoit des principes de gestion claires. Les conséquences pour certains groupes professionnels qui y ressortent mais qui ne délivrent pas la contribution classique d'un expert repris dans le registre national, ont été implémentées sur le terrain pour le bon.

Cette circulaire veut définir des lignes directrices claires qui se rapportent au groupe professionnel des huissiers de justice. Elle est le résultat d'une concertation large avec les acteurs concernés et elle vise une situation « win-win » en se débarrassant de processus administratifs qui n'ont pas démontré une valeur ajoutée dans les chef des bureaux de taxation et des huissiers de justice.

2. Les prestations en matière pénale**a) Le tarif**

Le tarif applicable aux prestations des huissiers de justice en matière pénale fait l'objet de l'AR du 23 août 2015 fixant le tarif des prestations des huissiers de justice en matière pénale sur réquisition des autorités judiciaires.

Cet AR prévoit des tarifs forfaitaires pour les prestations suivantes :

- Citations (art. 1^{er} - 2)
- Significations (art. 1^{er} - 2)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2021/200015]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige adviseurs-coördinatoren/project managers defensie-industrie (m/v/x) (niveau A3) voor de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie. — Selectienummer: ANG20238

Deze selectie werd afgesloten op 24/12/2020.

De lijst van geslaagden, zonder rangschikking, bestaat uit de kandidaten die het meest aansluiten bij de functiebeschrijving en het competentieprofiel. Deze lijst wordt door de DG Rekrutering en Ontwikkeling verstuurd naar de Voorzitter van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie die de finale beslissing neemt.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2021/200019]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige IT Service Managers (m/v/x) (niveau A2) voor de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie. — Selectienummer: ANG20273

Deze selectie werd afgesloten op 03/12/2020.

De lijst van geslaagden, zonder rangschikking, bestaat uit de kandidaten die het meest aansluiten bij de functiebeschrijving en het competentieprofiel. Deze lijst wordt door de DG Rekrutering en Ontwikkeling verstuurd naar de Voorzitter van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie die de finale beslissing neemt.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2020/205661]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Artsen-Coördinatoren evaluatie impact handicap (m/v/x) niveau A3) voor de FOD Sociale Zekerheid. — Selectienummer: ANG20289

Deze selectie werd afgesloten op 01/12/2020.

De lijst van geslaagden, zonder rangschikking, bestaat uit de kandidaten die het meest aansluiten bij de functiebeschrijving en het competentieprofiel. Deze lijst wordt door de DG Rekrutering en Ontwikkeling verstuurd naar de afgevaardigde bestuurder van de FOD Sociale Zekerheid die de finale beslissing neemt.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2021/20037]

22 DECEMBER 2020. — Ministeriële omzendbrief nr. 282
Gerechtsdeurwaarders. — Verificatie van de kostenstaten

1. Inleiding

De nieuwe wet omtrent het beheer van gerechtskosten inzake strafzaken legt duidelijke beheersprincipes vast. De gevolgen voor een aantal beroepsgroepen die hieronder vallen maar niet de klassieke bijdrage leveren van de expert opgenomen in het nationaal register, werd op het terrein naar bestwil ingevuld.

Deze omzendbrief wil duidelijke richtlijnen definiëren die op de beroepsgroep van de gerechtsdeurwaarders van toepassing zijn. Deze kwam tot stand na breed overleg met de betrokken actoren en beoogt een "win-win"-situatie te creëren door het wegwerken van administratieve processen die geen afdoende toegevoegde waarde hebben in hoofd van de taxatiebureaus en de gerechtsdeurwaarders.

2. De prestaties in strafzaken**a) Het tarief**

Het tarief dat geldt voor de prestaties van gerechtsdeurwaarders in strafzaken, is vervat in het KB van 23 augustus 2015 tot vaststelling van het tarief voor prestaties van gerechtsdeurwaarders in strafzaken op vordering van de gerechtelijke overheden.

Dit KB voorziet forfaitaire tarieven voor de volgende prestaties:

- Dagvaardingen (art. 1-2)
- Betekeningen (art. 1-2)

- Significations d'une opposition contre une condamnation par défaut, et encore quelques autres cas rares (art. 3)

Des « frais fixes » comme des frais de dossier, des recherches au Registre National, des frais de port pour des envois à l'intérieur du pays, etc., sont englobés dans le forfait.

Outre le montant forfaitaire, seuls les éléments supplémentaires prévus par l'AR peuvent être comptés (art. 1^{er}) :

1. La traduction de pièces pour les besoins du destinataire (pas toutes les pièces ne donnent droit à la traduction) au tarif des traducteurs.

2. L'indemnité de déplacement (qui, à son tour, est forfaitaire et déterminée par la section de l'arrondissement).(1)

3. Les frais exceptionnels, ce qui signifie que le prestataire de services doit en démontrer la nature exceptionnelle et joindre les justificatifs nécessaires à l'état de frais. Exemples : les frais de mentions hypothécaires, les frais d'envois exceptionnellement lourds ou volumineux, ou des frais d'envois à l'étranger.

b) Non-respect du tarif

La Chambre Nationale attache beaucoup d'importance à l'application correcte des tarifs prévus et elle peut initier une procédure disciplinaire en cas d'infractions. Elle est partie prenante de lui signaler des infractions, y compris si les bureaux de taxation n'en demandent pas la correction.

Les chefs des bureaux de taxation transmettent de manière trimestrielle les infractions constatées au bureau central des frais de justice, qui peut alors les signaler au président de la Chambre Nationale.

Toutefois, l'objectif n'est pas de signaler toute erreur. Il doit s'agir de pratiques récurrentes, fréquentes ou possiblement voulues.

c) Facturation des déplacements

A ce sujet, il existe beaucoup de discussions, évitables, alors que le principe de base stipule qu'une indemnisation de déplacement ne peut être accordée que si le déplacement a effectivement eu lieu. Nous précisons que « la même adresse » a la signification usuelle de « la même habitation » ou « une même habitation dans un ensemble plus grand, ou « plusieurs habitations ayant une entrée commune ou des boîtes aux lettres groupées ». Il peut même s'agir d'un camping, un village de vacances, un bateau, une maison de repos, un hôpital, ... En d'autres mots : pas de frais s'il n'y a pas eu de réel déplacement.

Lorsque plusieurs prestations sont effectuées à un domicile, une unité spatiale, des habitations consécutives, au même moment, une indemnité de déplacement ne peut donc être portée en compte qu'une seule fois(2), même si l'huissier de justice peut démontrer qu'il a dû se déplacer à pied une courte distance dans cet ensemble.

Exception : si la preuve du déplacement supplémentaire est donnée et que celui-ci est de plus de 300 mètres.

d) Frais d'envoi de pièces

Les envois nationaux ne sont pas pris en compte, sauf s'ils sont exceptionnels. Cela doit être prouvé et comporte des frais supplémentaires pour de grandes quantités (pas pour une lettre « simplement lourde » sur laquelle il faut coller plusieurs timbres normaux, mais uniquement pour une lettre exceptionnellement lourde que l'étude n'envoie pas normalement), pour des envois par express, pour des paquets d'un format exceptionnel pour cet étude. Des envois recommandés (avec accusé de réception ou pas) ne sont PAS exceptionnels pour un huissier de justice !

Une exception : Le montant qui est pris en compte pour une transcription hypothécaire n'est en revanche pas une indemnisation pour la prestation fournie par l'huissier, mais correspond aux frais à proprement parler liés à l'enregistrement au bureau de sécurité juridique. L'huissier de justice peut « récupérer » ces frais, ainsi que les éventuels frais supplémentaires qu'il a dû engager à cet effet, tels que des frais d'expédition. Lorsqu'il s'agit par exemple d'une saisie immobilière conservatoire, l'huissier de justice DOIT la notifier par lettre recommandée aux receveurs des contributions (au receveur du lieu où est domicilié le propriétaire/l'usufruitier et au receveur du lieu où se situe le bien).

Les envois internationaux peuvent être pris en compte, et dans leur cas, la notion d'« exceptionnel » est décrite de manière plus large : seules les simples lettres ne sont pas exceptionnelles.

e) les frais de traduction de pièces

Selon le même principe des frais réels, seuls les traductions faites par l'huissier même, ou par un traducteur assermenté, désigné par lui, peuvent être facturées, au tarif en matière pénale. Il ne s'agit pas par définition de l'ensemble d'un dossier ou d'un envoi, mais uniquement des parties qui devaient en être traduites afin de valider les pièces conformément à la législation sur l'emploi des langues en matière judiciaire. Même des documents qui doivent être traduits ne peuvent pas être pris en compte entièrement, s'il n'est pas question d'une traduction réelle du texte entier. Tel est le cas pour des formulaires, dont

- Betekeningen van een verzet tegen een veroordeling bij verstek, en nog enkele zeldzame gevallen (art. 3).

“Vaste kosten” zoals dossierkosten, opzoekingen in het Rijksregister, portkosten voor zendingen in het binnenland, et cetera zijn vervat in het forfait.

Naast het forfaitaire bedrag kunnen enkel de door het KB voorziene bijkomende elementen worden aangerekend (art. 1):

1. de vertaling van stukken ten behoeve van de bestemming (niet alle stukken geven recht op vertaling) aan het tarief van de vertalers.

2. De verplaatsingsvergoeding (die op haar beurt ook weer forfaitair is bepaald per arrondissementsafdeling).(1)

3. Uitzonderlijke kosten, wat betekent dat de prestatieverlener de uitzonderlijke aard daarvan moet aantonen en de nodige bewijsstukken moet toevoegen aan de kostenstaat. Voorbeelden zijn de kosten van hypothecaire vermeldingen, kosten voor buitengewoon zware of volumineuze verzendingen, of de kosten voor een verzending naar het buitenland.

b) Niet-naleving van het tarief

De Nationale Kamer hecht veel belang aan de correcte toepassing van de voorziene tarieven en kan bij inbreuken een tuchtrechtelijke procedure initiëren. Ze is vragende partij om inbreuken aan haar te melden, ook indien de taxatiebureaus er geen correctie voor verzoeken.

De hoofden van de taxatiebureaus geven trimestrieel de vastgestelde inbreuken door aan het Centraal Bureau Gerechtskosten dat deze kan melden aan de voorzitter van de Nationale Kamer

Het is echter niet de bedoeling elke vergissing te signaleren. Het dient te gaan om weerkerende, veel voorkomende of mogelijk moedwillige praktijken.

c) Aanrekening van verplaatsingen

Het basisprincipe is dat een verplaatsingsvergoeding enkel kan toegekend worden als de verplaatsing effectief heeft plaatsgegrepen. We verduidelijken dat “hetzelfde adres” de gewone betekenis heeft van “eenzelfde woning” of “eenzelfde wooneenheid in een groter geheel” of “meerdere wooneenheden met een gemeenschappelijke ingang of gegroepeerde brievenbussen”. Het kan zelfs gaan over een camping, een vakantiedorp, een schip, een rusthuis, een ziekenhuis, ... Anders gezegd: geen kosten als er geen echte verplaatsing is gebeurd.

Wanneer verschillende prestaties op 1 domicile, eenzelfde adres, ruimtelijke eenheid, aaneengesloten woonsten, gebeuren op hetzelfde tijdstip, kan dus slechts eenmaal een verplaatsingsvergoeding worden aangerekend(2), ook al kan de gerechtsdeurwaarder aantonen dat hij zich een korte afstand te voet heeft moeten verplaatsen binnen dat geheel.

Uitzondering: als het bewijs wordt geleverd van de extra verplaatsing, mits die meer bedraagt dan 300 meterd

e) Kosten voor verzending van stukken

Binnenlandse verzendingen worden niet aangerekend, behalve als ze uitzonderlijk zijn. Dit moet worden bewezen en omvat extra kosten voor grote hoeveelheden (niet voor een “gewone zware” brief, waarop meer dan één gewone postzegel moet worden gekleefd, maar alleen voor uitzonderlijk zware, die het kantoor normaal niet verzendt), voor expressbestelling, voor pakjes van een formaat dat uitzonderlijk is voor dat kantoor. Aangetekende zendingen (al dan niet met ontvangstmelding) zijn NIET uitzonderlijk voor een gerechtsdeurwaarder!

Eén uitzondering : Het bedrag dat wordt aangerekend voor een hypothecaire overschrijving daarentegen is geen vergoeding voor de geleverde prestatie van de deurwaarder, maar de eigenlijke kost voor de registratie op het kantoor rechtszekerheid. De gerechtsdeurwaarder mag deze kost “recupereren”, alsook de eventuele bijkomende kosten die hij hiertoe heeft moeten maken zoals verzendingskosten. In het geval bv. waar het gaat om een bewarend beslag op een onroerend goed, MOET de gerechtsdeurwaarder bij wijze van een aangetekende brief een bericht hiervan bezorgen aan de ontvangers van belastingen (de ontvanger waar de eigenaar/ vruchtgebruiker zijn woonplaats heeft en de ontvanger waar het goed gelegen is).

Internationale verzendingen mogen wel worden aangerekend, en hier wordt de term “uitzonderlijk” veel ruimer omschreven: alleen gewone brieven zijn niet uitzonderlijk.

e) De kosten voor de vertaling van stukken

Volgens hetzelfde principe van werkelijk gemaakte kosten, mogen alleen de vertalingen worden aangerekend, die door de gerechtsdeurwaarder zelf zijn gemaakt, of door een door hem aangestelde beëdigde vertaler, aan het tarief in strafzaken. Hierbij gaat het niet per definitie over het geheel van een dossier of van een zending, maar enkel over de delen ervan, die moesten worden vertaald om de stukken geldig te maken overeenkomstig de taalwetgeving in gerechtszaken. Ook documenten, die moeten worden vertaald, mogen niet per definitie volledig worden aangerekend, als er geen sprake is van een werkelijke vertaling

plusieurs exemplaires se trouvent dans le même dossier ou le même envoi, et qui ne diffèrent qu'en ce qui concerne le contenu des rubriques complétées. Seules ces dernières ne peuvent être prises en compte alors.

Enfin, les autres dispositions du tarif des traducteurs ne peuvent pas être appliquées aux traductions faites par des huissiers de justice car la situation est trop différente (ils ne peuvent, par exemple, pas prétendre avoir droit à des suppléments pour des traductions urgentes, pendant la nuit et le weekend, etc...)

3. Modalités générales

Un huissier de justice agit dans son arrondissement mais il reçoit des missions depuis le pays entier et il introduit donc des états de frais auprès de chaque arrondissement. Il doit donc avoir de la certitude concernant la procédure à suivre, ce qui est atteint par une procédure unique appliquée partout de la même manière.

Vu qu'une application uniforme de la procédure contribue à une plus grande efficacité, il est opté pour une application d'une seule procédure dans tous les arrondissements, sans que des dérogations des spécificités ou des interprétations locales puissent exister.

a) Les huissiers de justice introduisent leurs états de frais de manière globalisée, trimestriellement par bureau de taxation de l'arrondissement. Aucun état de frais individuel par prestation n'est donc requis, sauf éventuellement pour certains dossiers dans le cadre de l'assistance judiciaire

b) Les prestations sont complétées par ordre chronologique; et d'autres termes, on suit la date de l'acte, et ce par thème (jeunesse, ...) et par section, groupées par adresse e-mail pour l'approbation comme présenté en annexe 1.

c) Les états de frais sont transmis par voie numérique: par e-mail à l'adresse e-mail du parquet, qui à leur tour, envoie leur accord global pour les actes signifiés pendant cette période au bureau de taxation de l'arrondissement.

d) L'huissier de justice conserve un exemplaire physique ou digital de la mission et une preuve de la prestation fournie, c'est-à-dire l'acte signifié ou la citation.

Il ne joint pas ces pièces de manière systématique à l'état de frais qu'il envoie aux bureaux de taxation. Le bureau de taxation peut demander les pièces s'il le souhaite, ou dans le cadre des sondages qu'il fait régulièrement.

Les justificatifs pour les frais spéciaux sont joints à l'état de frais.

e) On rappelle aux huissiers de justice qu'ils doivent toujours utiliser les abréviations convenues. Celles-ci seront reprises dans une liste par la Chambre Nationale.

Tout état de frais contient le numéro d'identification de l'huissier de justice, et pour chaque prestation, il contient au moins les données prévues à l'annexe 3 de la COL22/2010(3), complétées par la date de la mission;

f) On travaille avec des approbations globales par parquet de section, concernant des états de frais trimestriels, et pas avec des demandes distinctes d'approbation par acte.

g) Les bureaux de liquidation veillent à ne pas effectuer de paiements partiels par état de frais trimestriel, mais à procéder à un paiement global.

Il est compliqué sur le plan comptable pour les huissiers de justice de garder une vue sur l'ensemble et de traiter correctement les paiements.

Cela implique que si certaines prestations ou certains frais pris en compte sont contestés, l'état de frais entier sera mis en stand-by jusqu'à ce que les points de différends sont résolus.

Si toutefois l'huissier de justice concerné insiste lui-même au paiement de la partie non-contestée de son état de frais ou que le problème n'est pas résolu dans les 2 mois, il peut y être donné suite.

4. Les prestations d'assistance judiciaire

La loi a assimilé les états de frais d'assistance judiciaire en matière civile et autre aux frais de justice en matière pénale.

a) Le tarif

L'article 6 de l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale fixe les droits gradués. Les actes des huissiers de justice sont rangés à cet effet en dix classes (A à J). Le montant du droit gradué est déterminé par la somme réclamée ou par la fin à laquelle tend l'acte et, si un jugement a été rendu, par le montant de la condamnation. Pour les affaires de valeur indéterminée, les classes I (justices de paix) et J (toutes les autres affaires) sont d'application.

van de volledige tekst. Dit is het geval bij formulieren, die meermaals in hetzelfde dossier of dezelfde zending aanwezig zijn, en alleen verschillen wat de ingevulde inhoud van de rubrieken betreft. Alleen die laatste mogen dan worden aangerekend.

Tot slot mogen de overige bepalingen van het tarief van de vertalers niet worden toegepast op de vertalingen door gerechtsdeurwaarders omdat de situatie te verschillend is (bv. kunnen ze geen aanspraak maken op supplementen voor dringend vertaalwerk, voor nacht- en weekendprestaties, enz...)

3. Algemene werkwijze

Een gerechtsdeurwaarder treedt op in zijn arrondissement maar ontvangt opdrachten vanuit het hele land en dient dus kostenstaten in bij elk arrondissement. Hij moet dus zekerheid hebben over de te volgen procedure, wat bereikt wordt door 1 procedure die overal op dezelfde manier wordt toegepast.

Gezien een uniforme toepassing van de procedure bijdraagt tot een grotere efficiëntie, wordt ervoor geopteerd om in alle arrondissementen één en dezelfde procedure toe te passen, zonder dat er plaatselijke afwijkingen, bijzonderheden of interpretaties mogen bestaan.

a) De gerechtsdeurwaarders dienen hun kostenstaten geglobaliseerd, per trimester per arrondissementeel taxatiebureau. Er is dus géén individuele kostenstaat per prestatie vereist, behoudens mogelijks voor sommige dossiers van rechtsbijstand.

b) De prestaties worden chronologisch ingevuld, m.a.w. men volgt de datum van de akte, en dit per opdrachtgevend parket of auditoraat (jeugd, ...) en per afdeling, gegroepeerd volgens de emailadressen voor goedkeuring, zoals aangegeven in bijlage 1.

c) De kostenstaten worden digitaal via e-mail aangeleverd aan het betrokken e-mailadres voor goedkeuring van het parket. Dit parket stuurt dit globaal akkoord door naar het arrondissementeel taxatiebureau.

d) De gerechtsdeurwaarder bewaart een fysiek of digitaal exemplaar van de opdracht/lastgeving, en een bewijs van de verrichte prestatie, zijnde de betekende akte of dagvaarding.

Hij voegt die stukken niet systematisch bij de kostenstaat die hij naar de taxatiebureau stuurt. Het taxatiebureau kan de stukken opvragen wanneer het dit gepast acht, of in het kader van de steekproeven die het op regelmatige basis houdt.

De bewijsstukken voor bijzondere kosten worden wel bij de kostenstaat gevoegd.

e) Gerechtsdeurwaarders worden eraan herinnerd dat ze steeds de afgesproken afkortingen moeten gebruiken. Die zullen worden opge-lijst door de Nationale Kamer.

Elke kostenstaat bevat het identificatienummer van de gerechtsdeurwaarder, en voor elke prestatie bevat de kostenstaat minstens de in Bijlage 3 van COL22/2010(3) voorziene gegevens aangevuld met de datum van de lastgeving;

f) Er wordt gewerkt met globale goedkeuringen per afdelingsparket, met trimestriële kostenstaten. Er worden dus geen afzonderlijke goedkeuringen gevraagd en er moeten dus geen afzonderlijke goedkeuringen voor individuele prestaties gegeven worden door het opdrachtgevend parket.

g) De vereffeningsbureaus streven ernaar geen gedeeltelijke betalingen per trimestriële kostenstaat uit te voeren, maar wel een globale betaling.

Het is voor de gerechtsdeurwaarders boekhoudkundig gecompliceerd om bij gedeeltelijke betalingen het overzicht te behouden en de betalingen correct te verwerken.

Dat impliceert dat ingeval bepaalde prestaties of bepaalde aangerekende kosten worden betwist, de volledige kostenstaat in stand-by wordt gezet tot de geschilpunten zijn opgelost.

Indien echter de betrokken gerechtsdeurwaarder zelf aandringt op de uitbetaling van het niet-gecontesteerde gedeelte van zijn kostenstaat of het probleem niet is opgelost binnen de 2 maanden, kan hiertoe worden overgegaan.

4. De prestaties inzake rechtsbijstand

De kostenstaten inzake rechtsbijstand in burgerlijke en andere zaken zijn door de wet gelijkgesteld met gerechtskosten in strafzaken.

a) Het tarief

In art. 6 van het KB van 30 november 1976, tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken worden de gegradueerde rechten vastgelegd. Daartoe worden de verrichtingen van de gerechtsdeurwaarders in 10 klassen ingedeeld (A tot J). Het bedrag van het gegradueerde recht wordt bepaald door het gevorderde bedrag of door het beoogde doel en als er een vonnis is uitgesproken, door het bedrag van de veroordeling. Voor zaken met een onbepaalde waarde gelden klasse I (vredegerechten) en J (alle andere zaken).

L'article 18 du même arrêté royal dispose que par dérogation aux dispositions du tarif, les frais de production d'exécution qui restent à charge de l'État sont réduits comme suit :

— En matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, les droits gradués sont limités au montant établi à la classe E ;

— Dans les autres affaires, les droits gradués sont limités au montant établi à la classe D.

En cas de d'assistance judiciaire il convient d'appliquer le tarif prévu à l'article 18.

Les documents joints en annexe sont disponibles sur le site internet de la Chambre nationale des huissiers de justice. Ces documents constituent pour les bureaux de taxation un outil de contrôle des états de frais des huissiers de justice en matière civile et commerciale.

Postes auxquels doit s'appliquer le principe d'un quart :

Dès lors qu'il est question, à l'article 692 du Code judiciaire, d'un quart du salaire de l'huissier de justice : droits gradués, droits proportionnels, vacations et droits fixes (art. 6 à 13 du même arrêté) : un quart.

Remboursement des frais et déboursés (art. 14 à 17 du même arrêté) : intégral. Il s'agit ici du remboursement des frais réels engagés par les huissiers de justice.

b) Manière de procéder

Ces prestations seront traitées de la même façon que les autres prestations de l'huissier de justice. Il suffit pour le bureau de taxation de disposer de l'ordonnance et de l'acte signifié.

5. États de frais antérieurs au 1^{er} avril 2020

Pour le premier trimestre 2020, ce n'est pas un problème si les huissiers de justice ne possèdent pas toujours les pièces justificatives prescrites par la loi (suite à l'usage et à l'habitude de ne pas toujours archiver ces pièces, les obligations légales en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020 n'ont pas été prises en considération).

Vu la situation, il a été convenu de travailler, pour le premier trimestre, avec l'état de frais comme auparavant, c'est-à-dire sans la date de mandat, qui devra en revanche être mentionnée à l'avenir.

Les états de frais du premier trimestre qui n'auraient pas encore été taxés en raison de justificatifs insuffisants peuvent donc être libérés pour être mis en paiement. En cas de suspicion d'abus, les pièces significatives peuvent bien entendu être réclamées, y compris le mandat.

6. Prestations effectuées au deuxième et au troisième trimestre 2020

Pour ces prestations, les états de frais sont établis comme il a été convenu avec la Chambre Nationale des huissiers de justice, donc y compris la date de la mission.

A partir du jour d'entrée en vigueur de cette circulaire, la procédure décrite sous le point « procédure générale » est suivie pour les états de frais concernant des prestations effectuées pendant ces trimestres et qui ne sont pas encore introduits.

7. Prestations effectuées au quatrième trimestre

Pour des prestations effectuées à partir du 1^{er} octobre 2020, le système prévu au point 3 est d'application.

Cependant si il y a des états mensuels qui ont été introduits, ils peuvent être traités comme tel.

A partir du 1^{er} janvier 2021, le mécanisme des états de frais trimestriels est intégralement d'application.

Cette circulaire entre en vigueur le jour de sa publication.

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Notes

1) Indemnités de déplacement conformément à la circulaire 223 du 17/4/2014 et suivant (dernière indexation dans la circulaire 131/7 section III au MB du 31/1/2020)

(2) Voir l'art. 2 de l'AR du 23/8/15 (qui stipule que 'l'HDJ ne peut facturer qu' » un seul original pour citer tous les inculpés et témoins, à la même adresse, compris dans le même acte ou la même citation, même si leur comparution a lieu à des dates différentes. »

(3) Circulaire 22/2010 du Ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel, 23 décembre 2010, même si cette circulaire n'est jamais formellement entrée en vigueur, mais elle contient des informations utiles.

Artikel 18 van hetzelfde KB zegt dat in afwijking van de bepalingen van het tarief de kosten voor de procedure van tenuitvoerlegging die ten laste blijven van de Staat verminderd worden:

— Inzake directe belastingen en gelijkgestelde taksen worden de gegradueerde rechten beperkt tot het in klasse E vermelde bedrag.

— In de andere zaken worden de gegradueerde rechten beperkt tot het in klasse D vermelde bedrag.

In geval van rechtsbijstand dient het tarief in art. 18 toegepast te worden.

Op de site van de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders, staan de in bijlage gevoegde documenten. Deze documenten zijn voor de taxatiebureaus een hulpmiddel om de kostenstaten van de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken te controleren.

Op de volgende posten moet het principe van één vierde toegepast worden:

Aangezien er in art. 692 Ger.W sprake is van één vierde van het loon van de gerechtsdeurwaarder: de gegradueerde rechten, evenredige rechten, vacaties en vaste rechten (art. 6 t.e.m. 13 van hetzelfde KB): één vierde

De terugbetaling van kosten en uitschotten (art. 14 t.e.m. 17 van hetzelfde KB): volledig. Hier gaat het om de terugbetaling van de reële kosten die de gerechtsdeurwaarders hebben gemaakt.

b) De werkwijze

Deze prestaties worden verwerkt op dezelfde manier als de andere prestaties van de gerechtsdeurwaarder. Het volstaat voor het taxatiebureau om de beschikking en de betekende akte te hebben.

5. Prestaties verricht in het eerste trimester van 2020

Voor prestaties uitgevoerd in het eerste trimester van 2020, wordt getolereerd dat de gerechtsdeurwaarders niet alle door de wet voorgeschreven stavingstukken in hun bezit hebben. Ingevolge de gebruiken en gewoontes om deze stukken niet altijd te archiveren, was men namelijk verrast door deze nieuwe wettelijke verplichting.

Tevens wordt getolereerd dat de kostenstaten voor het eerste trimester mogen worden opgesteld zoals voorheen, zijnde zonder de datum van lastgeving die echter voor prestaties vanaf april wordt vereist.

Kostenstaten uit het eerste trimester die omwille van onvolledige stavingstukken nog niet zouden getaxeerd zijn, kunnen dus vrijgemaakt worden om in betaling te zetten. Bij vermoeden van misbruik kunnen uiteraard wel de betekende stukken met inbegrip van de lastgeving opgevraagd worden.

6. Prestaties verricht in het tweede en derde trimester 2020

Voor deze prestaties worden de kostenstaten opgesteld zoals met de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders werd afgesproken, dus inclusief de datum van lastgeving.

Vanaf de dag van inwerkingtreding van deze omzendbrief, wordt de onder het punt "algemene werkwijze" bepaalde procedure gevolgd voor nog niet ingediende kostenstaten voor prestaties verricht in deze trimesters.

7. Prestaties verricht in het 4de trimester

Voor prestaties verricht vanaf 1 oktober 2020 is het systeem zoals voorzien in punt 3 van toepassing.

Als er toch nog maandelijkse kostenstaten zijn in het laatste trimester kunnen die op die manier verwerkt worden.

Vanaf 1/1/2021 is het mechanisme van de trimestriële kostenstaten integraal van toepassing.

Deze omzendbrief treedt in werking op de dag van publicatie.

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Nota's

(1) Verplaatsingskosten volgens omzendbrief 223 dd 17/4/2014 en volgende (laatste indexering in omzendbrief 131/7 afdeling III in het BS van 31/01/2020)

(2) Zie art. 2 van KB van 23/8/15 (hierin staat ' de GDW mag slechts één origineel in rekening brengen om alle verdachten en getuigen op hetzelfde adres te dagvaarden...''

(3) Omzendbrief 22/2010 van de Minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal bij de hoven van beroep, 23 december 2010, zelfs al is deze omzendbrief formeel nooit in werking getreden, maar hij bevat nuttige informatie.

Annexe 1 :

Liste des adresses e-mail par arrondissement, auxquelles les huissiers de justice doivent envoyer leurs états de frais pour approbation

PARQUETS	
ANVERS	
<i>div. Malines</i>	Parket.mechelen@just.fgov.be
<i>div. Turnhout</i>	Parket.turnhout@just.fgov.be
<i>div. Anvers</i>	Parket.antwerpen@just.fgov.be
BRUXELLES	Bxl.parquet.fraisdejustice@just.fgov.be
CHARLEROI	Frais.Justice.parquet.charleroi@just.fgov.be Service.approbation.parquet.charleroi@just.fgov.be
EUPEN	Frais.Cit.PPEPN@just.fgov.be (en matière de roulage/police)
	Kanzlei.Unternehmensgericht.Eupen@just.fgov.be (en matière d'entreprise)
	Ladung.eupen@just.fgov.be Pour toutes autres matières (Pénal – Jeunesse – Auditorat du travail – Appel – Assise)
HAL-VILVORDE	gerechtskosten.hv@just.fgov.be
HAINAUT	
<i>div. Mons</i>	Parq.pol.cit.mons@just.fgov.be (pour les huissiers) ir.mons@just.fgov.be (section de police) Ap.pr.mons@just.fgov.be (sections correctionnelle et jeunesse)
<i>div. Tournai</i>	Parq.pol.fix.exec.tournai@just.fgov.be (section de police) Parq.FJ.tournai@just.fgov.be (sections correctionnelle et jeunesse) Parq.section.tournai@just.fgov.be (traducteurs, experts, etc. requis par le procureur dans les dossiers en information) Parq.FJ.tournai@just.fgov.be (pour les huissiers)
LOUVAIN	gerechtskosten.parket.leuven@just.fgov.be
LIMBOURG	
<i>div. Hasselt</i>	hasselt.parket.zittingen@just.fgov.be
<i>div. Tongres</i>	tongeren.parket@just.fgov.be
LIEGE	
<i>div. Verviers</i>	Frais.Justice.Verviers@just.fgov.be
<i>div. Huy</i>	Frais.Justice.Huy@just.fgov.be
<i>div. Liège</i>	Frais.justice.liege@just.fgov.be (sections correctionnelle et famille) fdj.pplge@just.fgov.be (section roulage)
LUXEMBOURG	Marche.pr.approbation@just.fgov.be

NAMUR	Parquet.namur.taxations@just.fgov.be (correctionnel/ECO/Jeunesse) Parquet.namur.police.taxation@just.fgov.be (parquet de police)
NIVELLES	prbw.fraisdejustice@just.fgov.be
FLANDRE ORIENTALE	
<i>div. Termonde</i>	eboxDEparketOVL@just.fgov.be
<i>div. Gand</i>	eboxGeparketOVL@just.fgov.be
<i>div. Audenarde</i>	eboxOUparketOVL@just.fgov.be
FLANDRE OCCIDENTALE	
<i>Div. Bruges</i>	park.az1.Brugge@just.fgov.be
<i>div. Courtrai</i>	parketwvl.kortrijk.CREA@just.fgov.be
<i>div. Ypres</i>	parketwvl.ieper.dagvaarding@just.fgov.be
<i>div. Furnes</i>	parket.veurne.az@just.fgov.be
AUDITORATS	
ANVERS	
<i>div. Hasselt</i>	Arbeidsauditoraat.hasselt.straf@just.fgov.be
<i>div. Tongres</i>	Auditoraat.tongeren.cor@just.fgov.be
<i>div. Anvers</i>	Aud.cor.ant@just.fgov.be
<i>div. Malines</i>	Aud.secr.me@just.fgov.be
<i>div. Turnhout</i>	Auditoraat.turnhout.straf@just.fgov.be
BRABANT WALLON	atbw.fraisdejustice@just.fgov.be
BRUXELLES	Arb.aud.trav.bsl@just.fgov.be
EUPEN	ladung.eupen@just.fgov.be
GAND	
<i>div. Gand</i>	Gent.arbeidsauditoraat.SZ@just.fgov.be
<i>div. Bruges</i>	Brugge.arbeidsauditoraat.strafzaken@just.fgov.be
<i>div. Termonde</i>	Strafzaken.arbeidsauditoraat.dendermonde@just.fgov.be
HAL-VILVORDE	Arbeidsauditoraat.hallevilvorde@just.fgov.be
HAINAUT	
<i>div. Charleroi</i>	auditorat.charleroi.penal@just.fgov.be
<i>div. Mons</i>	auditorat.mons.penal@just.fgov.be
<i>div. Tournai</i>	auditorat.tournai@just.fgov.be
LOUVAIN	Auditoraat.leuven@just.fgov.be
LIEGE	
<i>div. Liège</i>	Exatressort.liege@just.fgov.be
<i>div. Luxembourg</i>	Auditorat.man@just.fgov.be
<i>div. Namur</i>	Auditorat.namur.penal@just.fgov.be

PARQUETS GÉNÉRAUX	
ANVERS	burg.park.gen.antwerpen@just.fgov.be
BRUXELLES	fj-gk.parq.gen.bxl@just.fgov.be {FMF Bxl PG FJ-GK (ROJ)}
GAND	burg.park.gen.gent@just.fgov.be
LIEGE	appui.PgAgt.Liege@just.fgov.be
MONS	ecofin.pg.mons@just.fgov.be {FMF Mons PG Ecofin (ROJ)}
AUDITORATS GÉNÉRAUX	
ANVERS	burg.park.gen.antwerpen@just.fgov.be
BRUXELLES	agbr.secpen@just.fgov.be
GAND	straf.aud.gen.gent@just.fgov.be
LIEGE	appui.PgAgt.Liege@just.fgov.be
MONS	ecofin.pg.mons@just.fgov.be {FMF Mons PG Ecofin (ROJ)}
PARQUET FÉDÉRAL	
PARQUET FÉDÉRAL	parfed.economat@just.fgov.be

Bijlage 1:

Lijst van e-mailadressen per arrondissement, waarnaar de gerechtsdeurwaarders hun kostenstaten ter goedkeuring moeten verzenden.

PARKETTEN	
ANTWERPEN	
<i>afd. Mechelen</i>	Parket.mechelen@just.fgov.be
<i>afd. Turnhout</i>	Parket.turnhout@just.fgov.be
<i>afd. A'pen</i>	Parket.antwerpen@just.fgov.be
BRUSSEL	Bxl.parquet.fraisdejustice@just.fgov.be
CHARLEROI	Frais.Justice.parquet.charleroi@just.fgov.be Service.approbation.parquet.charleroi@just.fgov.be
EUPEN	Frais.Cit.PPEPN@just.fgov.be (verkeerszaken/politiezaken)
	Kanzlei.Unternehmensgericht.Eupen@just.fgov.be (ondernemingszaken)
	Ladung.eupen@just.fgov.be Voor alle andere zaken (strafzaken – jeugdzaken – arbeidsauditoraat – beroep – assisen)
HALLE-VILVOORDE	gerechtskosten.hv@just.fgov.be
HENEGOUWEN	
<i>afd. Bergen</i>	Parq.pol.cit.mons@just.fgov.be (voor gerechtsdeurwaarders) ir.mons@just.fgov.be (politieafdeling) Ap.pr.mons@just.fgov.be (correctionele en jeugdafdeling)
<i>afd. Doornik</i>	Parq.pol.fix.exec.tournai@just.fgov.be (politieafdeling) Parq.FJ.tournai@just.fgov.be (correctionele en jeugdafdeling) Parq.section.tournai@just.fgov.be (vertalers, deskundigen, enz., door de procureur vereist in dossiers in opsporingsonderzoek) Parq.pol.cit.mons@just.fgov.be (voor gerechtsdeurwaarders)
LEUVEN	gerechtskosten.parket.leuven@just.fgov.be
LIMBURG	
<i>afd. Hasselt</i>	hasselt.parket.zittingen@just.fgov.be
<i>afd. Tongeren</i>	tongeren.parket@just.fgov.be
LUIK	
<i>afd. Verviers</i>	Frais.Justice.Verviers@just.fgov.be
<i>afd. Hoi</i>	Frais.Justice.Huy@just.fgov.be
<i>afd. Luik</i>	Frais.justice.liege@just.fgov.be (correctionele en familieafdeling) fdj.pplge@just.fgov.be (verkeersafdeling)
LUXEMBURG	Marche.pr.approbation@just.fgov.be

NAMEN	Parquet.namur.taxations@just.fgov.be (correctionele zaken/ECO/jeugd zaken) Parquet.namur.police.taxation@just.fgov.be (politieparket)
NIJVEL	prbw.fraisdejustice@just.fgov.be
OOST-VLAANDEREN	
<i>afd. Dendermonde</i>	eboxDEparketOVL@just.fgov.be
<i>afd. Gent</i>	eboxGeparketOVL@just.fgov.be
<i>afd. Oudenaarde</i>	eboxOUparketOVL@just.fgov.be
WEST-VLAANDEREN	
<i>afd. Brugge</i>	park.az1.Brugge@just.fgov.be
<i>afd. Kortrijk</i>	parketwvl.kortrijk.CREA@just.fgov.be
<i>afd. Ieper</i>	parketwvl.ieper.dagvaarding@just.fgov.be
<i>afd. Veurne</i>	parket.veurne.az@just.fgov.be
AUDITORATEN	
ANTWERPEN	
<i>afd. Hasselt</i>	Arbeidsauditoraat.hasselt.straf@just.fgov.be
<i>afd. Tongeren</i>	Auditoraat.tongeren.cor@just.fgov.be
<i>afd. A'pen</i>	Aud.cor.ant@just.fgov.be
<i>afd. Mechelen</i>	Aud.secr.me@just.fgov.be
<i>afd. Turnhout</i>	Auditoraat.turnhout.straf@just.fgov.be
WAALS-BRABANT	atbw.fraisdejustice@just.fgov.be
BRUSSEL	Arb.aud.trav.bsl@just.fgov.be
EUPEN	ladung.eupen@just.fgov.be
GENT	
<i>afd. Gent</i>	Gent.arbeidsauditoraat.SZ@just.fgov.be
<i>afd. Brugge</i>	Brugge.arbeidsauditoraat.strafzaken@just.fgov.be
<i>afd. Dendermonde</i>	Strafzaken.arbeidsauditoraat.dendermonde@just.fgov.be
HALLE-VILVOORDE	Arbeidsauditoraat.hallevilvoorde@just.fgov.be
HENEGOUWEN	
<i>afd. Charleroi</i>	auditorat.charleroi.penal@just.fgov.be
<i>afd. Bergen</i>	auditorat.mons.penal@just.fgov.be
<i>afd. Doornik</i>	auditorat.tournai@just.fgov.be
LEUVEN	Auditoraat.leuven@just.fgov.be
LUIK	
<i>afd. Luik</i>	Exatressort.liege@just.fgov.be
<i>afd. Luxemburg</i>	Auditorat.man@just.fgov.be

<i>afd. Namen</i>	Auditorat.namur.penal@just.fgov.be
PARKETTEN-GENERAAL	
ANTWERPEN	burg.park.gen.antwerpen@just.fgov.be
BRUSSEL	fj-gk.parq.gen.bxl@just.fgov.be {FMF Bxl PG FJ-GK (ROJ)}
GENT	burg.park.gen.gent@just.fgov.be
LUIK	appui.PgAgt.Liege@just.fgov.be
BERGEN	ecofin.pg.mons@just.fgov.be {FMF Mons PG Ecofin (ROJ)}
AUDITORATEN-GENERAAL	
ANTWERPEN	burg.park.gen.antwerpen@just.fgov.be
BRUSSEL	agbr.secpen@just.fgov.be
GENT	straf.aud.gen.gent@just.fgov.be
LUIK	appui.PgAgt.Liege@just.fgov.be
BERGEN	ecofin.pg.mons@just.fgov.be {FMF Mons PG Ecofin (ROJ)}
FEDERAAL PARKET	
Federaal parket	parfed.economat@just.fgov.be